



TRIBUNE



Moscou devra choisir entre le beurre et les canons

Les sanctions contre la Russie sont-elles utiles ? Oui. Elles frappent déjà durement Vladimir Poutine et ses complices et leurs effets sur l'économie russe s'accroîtront au cours du temps. Depuis que la Russie a délibérément violé la légalité internationale en envahissant l'Ukraine, l'Union ...

PAGE 9

ACTUALITE



Artisanat

Validation des modules de formation en énergie solaire photovoltaïque

Un atelier validation de modules de formation en énergie solaire photovoltaïque, s'est déroulé les 4 et 5 juillet 2022 à Lomé. C'est un processus enclenché depuis 2020 dans le cadre de la mise en œuvre du Partenariat pour la Formation professionnelle en Energies renouvelables au Togo ...

PAGE 11

HUMANITAIRE

Campagne Solidarité fertile

Terreau Fertile veut mobiliser environ 42 millions en faveur des populations défavorisées

L'association Terreau Fertile a officiellement lancé mardi 5 juillet à Lomé la 3ème ...

PAGE 5

Echéances électorales futures

Le professeur Dodzi Komla Kokoroko redynamise Unir Kloto

Le coordonnateur du parti Union pour la République (Unir) Kloto, le professeur Dodzi Komla Kokoroko, a échangé le samedi 2 juillet 2022, à Kpalimé avec les cadres et militants cantonaux du parti sur les différentes stratégies à mettre en place pour un véritable maillage du territoire préfectoral. Le but de cette rencontre était de mettre en place des stratégies pour assurer des victoires ...



PAGE 3



DPBEP 2023-2025

L'Assemblée nationale recommande d'augmenter les moyens d'action des FDS

A l'issue du Débat d'orientation budgétaire sur le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP 2023-2025) tenu le jeudi 30 juin 2022 à l'Assemblée nationale, l'on retient que le gouvernement devra augmenter les moyens d'action des Forces de défense et de sécurité (FDS). Face aux menaces sécuritaires dans la sous-région, il fallait s'attendre à une telle orientation.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Concours de police : 3435 candidats retenus

Les ministères de la Sécurité et de la Fonction publique ont dévoilé les résultats définitifs du concours direct de recrutement des fonctionnaires de police. Au total, 3435 candidats ont été retenus sur toute l'étendue du territoire.

Lancé l'année dernière, le concours a été élargi aux jeunes titulaires d'un diplôme ou d'un certificat de spécialité de tout genre.

L'objectif est de renforcer un peu plus qualitativement les rangs de la Police nationale. La liste des admis peut être consultée dans le Quotidien national à partir de ce mardi.

Plateforme industrielle d'Adétikopé

Ses réalisations et perspectives présentées au Conseil national du crédit de la Bceao

La Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) a reçu le 30 juin dernier la visite du Conseil national de crédit de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao). Cette visite a permis de présenter aux membres de ce Conseil les avantages et les opportunités que présente la Plateforme.



PAGE 5

	SOMMAIRE	<p>Mali, Burkina Faso, Guinée La Cedeao a enfin tranché</p> <p>P 4</p>	<p>Echéances électorales futures Le professeur Dodzi Komla Kokoroko redynamise Unir Kloto</p> <p>P 5</p>	<p>La désertification Cette épine sous les pieds de l'environnement</p> <p>P 11</p>
--	----------	---	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Lucarne sur une femme modèle d'autonomisation et de résilience à Mango dans les Savanes

SANSANNE-MANGO, Togo - Tout un ensemble d'études réalisées dans différentes régions du monde ont démontré que la scolarisation avait des effets positifs pour les femmes dans tous les domaines décisifs de la vie. Née dans une famille extrêmement pauvre, dame Sambo Amsaou n'a pas été scolarisée par ses parents, ces derniers ont privilégié les garçons. Pourtant, depuis Mango, chef-lieu de la préfecture de l'Oti où elle vit, elle se révèle comme un modèle de femme résiliente. Bénéficiaire du Fonds National de la Finance Inclusive FNFI depuis 2016 et vendeuse de Watché, elle a pu s'autonomiser, prendre des décisions par elle-même. Veuve depuis quelques années, elle s'occupe seule de l'éducation de ses enfants (Santé, scolarisation...)



Sambo Amsaou

Elle aurait pu faire partie des laissées pour compte. Non scolarisée par ses parents et veuve trop tôt avec 3 enfants, Sambo Amsaou était promise à une existence pénible. Si pendant plusieurs années, cette situation a impacté tout particulièrement ses moyens d'existence,

l'éducation, la santé et la nutrition de ses enfants, elle n'a jamais abdicué. Parce qu'elle voulait offrir un meilleur cadre de vie que celui qu'elle a elle-même connu à ses 2 garçons et sa fille. Elle voulait également jouer un rôle actif dans sa communauté. Elle nous confie : « avec le décès de

mon mari, mes enfants et moi, nous sommes passés par des moments très difficiles. Je n'avais aucune activité, donc il fallait compter sur la générosité de nos proches et notre champ de maïs ». Et d'ajouter : « une fois, ma fille était gravement malade, mais je ne pouvais pas l'amener

à l'hôpital faute de moyens financiers. C'est un oncle qui l'a fait, heureusement qu'il a répondu présent »

Depuis 2014, le FNFI est pour la femme Togolaise un puissant outil qui lui permet de participer de manière significative et efficace à la définition d'une ligne de développement qui garantit l'équité entre les sexes et donne au bénéficiaire la capacité de transformer sa vie. C'est le même oncle qui a aidé Sambo Amadou à soigner sa fille qui lui a parlé du FNFI et de ses produits. « Il m'a bien expliqué comment ça se passe et m'a demandé de me rapprocher d'une microfinance pour avoir d'amples informations. Dès le lendemain, je suis partie à la microfinance ». Et c'est le premier pas décisif qui permettra à Sambo Amadou de réduire au fil des années, sa vulnérabilité et d'améliorer la qualité de la vie de ses enfants. « J'ai d'abord eu un premier prêt de 30 000 FCFA en 2016, ce qui m'a permis de démarrer mon activité de vente de Watché. Et ça a marché ». Après les 30 000 FCFA, Sambo Amsaou a eu

successivement 40 000 FCFA, 50 000 FCFA et 100 000 FCFA. Elle a pu trouver un bon emplacement au cœur de la ville et a désormais une clientèle fidèle.

Grace à cette Activité Génératrice de Revenus, elle est désormais une femme respectée par son voisinage et la communauté dans laquelle elle vit. Elle s'est même vue confier la gestion d'une banque de céréales communautaire, ce qui démontre la confiance qui lui est désormais accordée sur le plan d'une gestion transparente et équitable. « Moi je n'en reviens pas. Aujourd'hui, je suis une femme leader dans ma communauté. FNFI a fait de moi une femme autonome et respectée ».

L'accès au crédit permet aux femmes de développer des AGRs. Elles quittent rapidement la catégorie des pauvres. Sambo Amsaou est désormais opérateur économique de Mango. Mais, elle vise plus loin. « Je veux avoir le produit Nkodédé pour ouvrir un mini Restaurant et quitter cet emplacement », a-t-elle conclu.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DPBEP 2023-2025

L'Assemblée nationale recommande d'augmenter les moyens d'action des FDS

A l'issue du Débat d'orientation budgétaire sur le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP 2023-2025) tenu le jeudi 30 juin 2022 à l'Assemblée nationale, l'on retient que le gouvernement devra augmenter les moyens d'action des Forces de défense et de sécurité (FDS). Face aux menaces sécuritaires dans la sous-région, il fallait s'attendre à une telle orientation.

En exposant le contexte d'élaboration du DPBEP 2023-2025, l'honorable Mawoussi Djossou Sémondji, président de la Commission des Finances et du développement économique, a clairement fait comprendre le contexte actuel marqué par la cherté de la vie et qui oblige les gouvernants à réduire le train de vie de l'État. Ainsi, ceux-ci auront assez de moyens pour soutenir les secteurs sociaux et

augmenter les moyens d'action des FDS.

En effet, il est devenu plus qu'évident que si le gouvernement veut avoir une longueur d'avance sur les terroristes et pouvoir apporter une réponse satisfaisante à la crise sécuritaire, il va devoir revoir à la hausse les moyens attribués à l'armée. Au lendemain de l'attaque terroriste de Kpékpakandi, l'honorable Gerry Taama, président du groupe parlementaire Net/PDP et ancien officier des Forces armées togolaises



Un détachement des FAT

(FAT) avait affirmé qu'il fallait s'attendre à l'augmentation du budget de la défense et donc de l'armée. Et c'est à cela que l'on s'achemine quand on analyse l'orientation du DPBEP 2023-2025.

« Il est tout à fait justifié de redoubler de vigilance en dotant davantage nos Forces de défense et de sécurité des

moyens conséquents, leur permettant de pouvoir contenir les différentes menaces auxquelles notre nation pourrait être exposée », a déclaré Yawa Djigbodi Tsègan, présidente de l'Assemblée nationale. « À cet égard, et comme cela a été mentionné dans les recommandations, nous encourageons le gouvernement à faire des efforts supplémentaires

pour doter le ministère des Armées d'un budget à la hauteur des enjeux sécuritaires auxquels notre pays fait face », a ajouté madame Tsègan. Dans le document, on parle de 429,5 milliards de FCFA à investir dans les moyens de défense sur les trois prochaines années. 183,4 milliards de FCFA seront investis dès 2023, puis 107,6 milliards de FCFA l'année suivante (2024) et enfin, 138,5 milliards de FCFA en 2025.

Ces lignes budgétaires représentent respectivement 12,3% des dépenses globales du gouvernement pour 2023, 8,1% pour 2024 et 9,7% pour 2025.

Edem Dadzie

Echéances électorales futures

Le professeur Dodzi Komla Kokoroko redynamise Unir Kloto

Le coordonnateur du parti Union pour la République (Unir) Kloto, le professeur Dodzi Komla Kokoroko, a échangé le samedi 2 juillet 2022, à Kpalimé avec les cadres et militants cantonaux du parti sur les différentes stratégies à mettre en place pour un véritable maillage du territoire préfectoral.



Le but de cette rencontre était de mettre en place des stratégies pour assurer des victoires au parti lors des différentes échéances électorales prochaines. Il s'agit surtout de redynamiser les activités du parti sur le terrain. Les militants ont aussi fait le bilan des activités et réalisations sur le terrain depuis 2020 à ce jour (infrastructures, santé, éducation, actions sociales).

Ils ont également abordé des sujets relatifs à la nécessité d'une occupation permanente et constante du terrain, au militantisme, au rôle de la jeunesse et au rôle politique des conseillers municipaux. Les participants ont planché sur des thématiques ayant trait aux stratégies à adopter pour la victoire du parti Unir aux prochaines échéances électorales dans le

Kloto, à la nécessité de revitaliser le militantisme Unir dans la préfecture, au rôle politique des conseillers municipaux Unir sur le terrain : bilan et perspectives, la place de Kloto sur l'échiquier national, la jeunesse de Kloto et des stratégies innovantes pour un maillage de la préfecture. Le militant professeur Kokoroko a rappelé à ses camarades l'évolution de la vie du parti dans la préfecture avant et après 2020. « Le parti Unir dans le Kloto vient de loin. Il est dans la vie des institutions et des hommes de connaître des hauts et des bas, mais je crois que de façon résumée, depuis 2020, notre parti devient de plus en plus crédible surtout dans notre préfecture », a-t-il précisé.

Il a ajouté que l'élection



Le professeur Kokoroko saluant les militants

présidentielle de 2020 a permis de renverser certaines tendances, de conjurer le sort. Derrière la victoire du président de la République, dit-il, c'est l'affirmation d'une certaine autonomie du parti au sein de la préfecture qu'on note. Le coordonnateur du parti a invité les militants à se rendre disponibles pour la réussite des élections à venir.

Le président du Comité

d'organisation de la rencontre, Auguste Dogbé Tsogbé, a invité les militants à être constamment auprès des populations, les écouter, recueillir leurs préoccupations pour que des solutions soient trouvées aux maux qui minent le militantisme. Par ailleurs, il les a appelés à la vigilance en ces moments d'insécurité qui menacent le pays.

TM

Mali, Burkina Faso, Guinée

La Cedeao a enfin tranché

Dimanche 03 juillet 2022, la 61ème session ordinaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avait un goût de victoire dans presque tous les camps. Que ce soit au niveau du bras de fer qui opposait l'institution sous régionale au Mali, que les réserves portées aux vellétés de la Guinée et du Burkina Faso d'étendre la durée de leur transition au-delà des 18 mois exigés par la Cedeao. Au final, la plupart des sanctions contre le Mali sont levées, et des suggestions faites aux autorités de la Guinée et du Burkina Faso.

Les chefs d'Etat de la Cedeao ont considéré que les progrès réalisés par le Mali ces dernières semaines justifient une levée partielle des sanctions. Bamako a notamment adopté une nouvelle loi électorale et annoncé le retour à l'ordre constitutionnel pour mars 2024.

Les sanctions financières qui ciblent les dirigeants de la junte sont en revanche maintenues. Le Mali reste également suspendu des instances de la Cedeao. Les décisions prises ce dimanche par l'organisation régionale, à effet immédiat, constituent néanmoins une avancée très importante.

Concernant le Burkina Faso, la Cedeao a décidé de lever la menace de sanctions qui pesait sur le pays depuis mars dernier. Des sanctions avaient été adoptées, mais jamais appliquées. L'organisation régionale tient compte

du rapport du médiateur, l'ancien président nigérien Mahamadou Issoufou, qui a fait état de deux avancées importantes : les deux ans de transition que proposent les autorités burkinabè, au lieu des trois ans initialement annoncés, soit un retour des civils au pouvoir le 1er juillet 2024 ; la liberté de mouvement accordée à l'ex-président Roch Marc Christian Kaboré. Comme le Mali, le Burkina Faso reste néanmoins suspendu des instances de l'organisation ouest-africaine.

La Guinée échappe également aux sanctions. Du moins pour le moment. Un sursis d'un mois lui a été accordé en raison de la nomination d'un nouveau médiateur, en l'occurrence l'ancien président béninois Thomas Boni Yayi. Celui-ci va devoir notamment obtenir une réduction de la période de transition proposée par Conakry.

T.M.

Guinée/Durée de la transition

Thomas Yayi Boni pour ramener la junte guinéenne à la raison ?

Le parti de l'ancien président Alpha Condé, le RPG, avait jusque-là boudé les rencontres avec les autorités. Mais aujourd'hui, les militants de ce parti semblent rassurés : le RPG participera aux prochaines réunions, en espérant que la présence du médiateur parviendra à instaurer un dialogue « sincère et franc ». Nommé par les chefs d'Etat de la Cedeao en session ordinaire le 3 juillet dernier à Accra, l'ancien président béninois aura la lourde tâche de ramener, entre autres, la junte au pouvoir en Guinée au délai requis par la Cedeao.

À peine dévoilé, le nom du nouveau médiateur de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) suscite une vague d'optimisme. Selon les mots de Domani Doré, le porte-parole du RPG : « Le plus important aujourd'hui, pour nous, c'est que la démarche dans le fond comme dans la forme puisse incarner ce que nous attendons, justement la possibilité pour nous de participer à un dialogue franc. Et cela suppose la libération d'incarcérés, l'arrêt des poursuites contre les cadres et les responsables de la classe politique. » L'ancien président Thomas Boni Yayi « a un franc-parler et a déjà dirigé plusieurs missions électorales », explique un observateur. L'UFDG, parti de Cellou Dalein Diallo, espère de son côté, pouvoir participer au débat sur la durée de la transition : « Nous pensons que c'est un démocrate, qui se



Thomas Yayi Boni

bat pour le respect de la démocratie, explique Aliou Condé, vice-président de l'UFDG. Surtout que, durant ses deux mandats, nous n'avons pas senti de vellétés de vouloir garder le pouvoir, donc de vouloir un mandat de trop, nous pensons que c'est déjà un atout, donc quelqu'un qui respecte les règles et les principes pourrait nous aider aussi à les

faire respecter et amener tout le monde dans une dynamique constructive qui nous permet de nous entendre sur les bonnes pratiques. ».

Sur cette lancée, le FNDC a décidé de renoncer à son projet d'organiser des manifestations, pour laisser une chance au dialogue d'aboutir.

T.M.

Royaume-Uni / Gouvernance

Deux ministres du gouvernement de Boris Johnson démissionnent, lassés des scandales

Au Royaume-Uni, les ministres des Finances et de la Santé ont annoncé leur démission hier mardi soir, témoignant de leur lassitude face aux scandales à répétition secouant le gouvernement du Premier ministre Boris Johnson.

Le ministre de la Santé Sajid Javid, 52 ans, est le premier à avoir claqué la porte du gouvernement Johnson. Dans sa lettre de démission publiée sur Twitter, il explique ne plus faire confiance au Premier ministre britannique. « Le public attend légitimement que le gouvernement soit conduit de manière compétente et sérieuse », a affirmé le ministre des Finances Rishi Sunak, 42 ans, dans sa lettre de démission publiée également sur Twitter quelques minutes plus

tard. Ce dernier avait un temps été pressenti pour succéder au Premier ministre à la tête du parti conservateur et du pays.

Les deux hommes pourtant ont résisté jusqu'ici, au scandale-fleuve du Partygate, aux enquêtes de police, à la défaite électorale de mai dernier et au vote de défiance d'ici il y a un mois... Tous les deux rappellent qu'ils auront été loyaux jusqu'au bout, mais que la situation du parti conservateur ne peut pas s'améliorer sous



Boris Johnson

la direction du Premier ministre. Il aura fallu un nouveau scandale pour les inciter à démissionner. À savoir des accusations d'attouchements sexuels portées par plusieurs hommes à l'encontre de Chris Pincher, chargé de la discipline

parlementaire des députés conservateurs. Ce proche de Boris Johnson avait la semaine dernière reconnu avoir « beaucoup trop bu » et s'être « couvert de honte, (lui) et d'autres personnes » dans un club privé. Il avait dû démissionner de son poste, mais est resté

député. La réponse évolutive de Downing Street à cette nouvelle crise avait fait l'objet de nombreuses critiques. Downing Street avait d'abord annoncé que le Premier ministre n'était pas au courant d'allégations plus anciennes visant Chris Pincher, quand il l'avait nommé à son poste en février dernier. Mais d'autres révélations ont montré qu'il était au courant dès 2019, quand il était ministre des Affaires étrangères, et mardi, Boris Johnson a finalement déclaré que cette nomination « était une erreur » et a présenté des excuses.

T.M.

Plateforme industrielle d'Adétikopé

Ses réalisations et perspectives présentées au Conseil national du crédit de la Bceao

La Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) a reçu le 30 juin dernier la visite du Conseil national de crédit de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao). Cette visite a permis de présenter aux membres de ce Conseil les avantages et les opportunités que présente la Plateforme.



Vue partielle de la visite

La délégation du Conseil national du crédit était composée des représentants du secteur bancaire et de la micro finance, du ministère de l'Economie et des Finances,

de la Bceao, du Patronat, de la Chambre de commerce et des associations de consommateurs. Le comité présidé par le directeur national Kossi Tenou, a principalement échangé



Photo de famille à la PIA

sur les réalisations de la PIA depuis son inauguration le 06 juin 2021, et ses perspectives d'avenir. L'impact des activités de la PIA sur le développement économique et social du Togo a été aussi abordé. La rencontre a permis d'échanger sur les difficultés auxquelles font face les Petites et moyennes entreprises locales, à lever les fonds nécessaires pour s'implanter à PIA ainsi que des moyens de financement dont dispose le CNC, pour aider ces

entreprises et industries. L'entretien s'est terminé par une visite guidée des

d'Adétikopé.

La Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) est issue d'un partenariat public privé entre la République togolaise et Arise IIP (Arise integrated industrial platforms), une joint-venture entre Africa finance corporation (AFC) et Olam international Ltd (Olam). Son investissement total s'élève à 130 milliards de francs CFA, elle est opérationnelle depuis janvier 2021 et a été



Photo de famille à M Auto Togo

différentes zones de la Plateforme industrielle

inaugurée le 6 juin 2021.

Félix T.

Campagne Solidarité fertile

Terreau Fertile veut mobiliser environ 42 millions en faveur des populations défavorisées

L'association Terreau Fertile a officiellement lancé mardi 5 juillet à Lomé la 3ème édition de la campagne Solidarité fertile. L'organisation veut mobiliser environ 42 millions FCFA pour la construction d'écoles et la distribution de vivres aux populations défavorisées des 5 régions du pays.

Cette année, la Campagne Solidarité fertile a pour thème : « des salles de classes équipées et des vivres pour des populations défavorisées des 5 régions du Togo ». Pour cette 3ème édition, l'association Terreau Fertile prévoit d'apporter des kits composés de riz à 1500 prisonniers, 7 centres d'accueil et 300 élèves. L'organisation envisage aussi de doter 6 écoles de tables-bancs, de matériels scolaires et de construire une salle de classe à 5 écoles identifiées dans les 5 régions du pays.

Cette campagne vise à venir en aide aux populations rurales les plus vulnérables du pays. En tout 41 985 000 FCFA seront mobilisés pour la construction des salles de classes dans les écoles identifiées, l'équipement

des salles construites et la distribution de vivres à 232 nécessiteux et à 300 élèves.

« Le besoin est réel. Nous avons dans nos villages des écoles en pailles, des inondations, des tôles qui n'existent plus, malgré les efforts du gouvernement. C'est pour cela que l'association Terreau Fertile veut apporter sa petite touche de solidarité et aider le gouvernement dans ses actions », a souligné Koffi Mally, conseiller de l'association.

Pour soutenir cette action, l'organisation lance un appel à tous les citoyens, aux organismes, aux entreprises, aux personnes de bonne volonté à rejoindre cette campagne en vue de venir en aide aux nécessiteux. L'objectif est de mettre



La table d'honneur

ces infrastructures à la disposition des bénéficiaires à la prochaine rentrée scolaire.

Au cours de la campagne

précédente, l'association Terreau Fertile a mené plusieurs actions à l'endroit des populations, dont la formation de 250 femmes sur toute l'étendue du territoire pour

des activités génératrices de revenus. 50 parmi elles ont été identifiées pour bénéficier d'une formation de perfectionnement.

Félix Tagba

La désertification

Cette épine sous les pieds de l'environnement

Plus de 196 pays ont participé en mai 2022 à Abidjan (Côte-d'Ivoire), aux travaux de la Cop 15 de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD). A cette rencontre une douzaine de chefs d'État, de gouvernement et des délégués notamment des acteurs politiques, des civils et experts environnementalistes, ont échangé sur les grands enjeux de cette Cop15 consacrée à la désertification. L'objectif étant de trouver des solutions pour atténuer les conséquences de la progression de la sécheresse en Afrique et dans le monde.

La Cop15 entend apporter un nouvel élan politique aux mécanismes devant renforcer la résilience des populations affectées par la sécheresse. Les politiques et les experts devront faire progresser le programme de neutralité en matière de dégradation des terres, et attirer spécifiquement l'attention des opinions sur les questions de restauration des terres. La sécheresse menace des millions de personnes un peu partout sur le continent africain. Les thèmes de préservation et de restauration des écosystèmes terrestres, de migration et du droit de propriété seront aussi au cœur des discussions.

Le 17 juin 1992, l'Organisation des Nations unies (ONU), a adopté la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification

l'élimination de la pauvreté, la stabilité socioéconomique et le développement durable. Les populations démunies qui vivent



Faure Gnassingbé (à gauche) à la Cop15

(UNCCD) afin de nous rappeler les dangers de la désertification et de la sécheresse dans le monde. Selon l'UNCCD, la désertification est la dégradation des sols dans les zones arides et semi-arides. Quand les sols sont fragilisés, le couvert végétal s'amenuise et le climat impitoyable fait le reste. Ainsi, faire de la lutte contre la désertification et la sécheresse, c'est mettre un point d'honneur à apporter une pierre à la stabilité écologique, et surtout, relever un défi face au dérèglement climatique. Le Togo n'est pas du reste.

La désertification : une mauvaise herbe mondiale

La désertification est un problème mondial, qui affecte la sécurité écologique de la planète,

dans les zones arides sont aux prises avec des difficultés multiples : perte de revenus, insécurité alimentaire, détérioration de la santé et précarité des régimes fonciers. Elles sont souvent obligées de migrer vers des zones qui ne sont pas touchées par la désertification dans l'espoir de trouver une vie meilleure. Les sécheresses plus fréquentes et plus graves que vont engendrer les changements climatiques risquent d'exacerber encore le phénomène de désertification. Cela représente 4 milliards d'hectares de terres émergées (soit 1/3 de la surface du globe) ou encore 1/5ème de la population mondiale. Chaque année, ce sont des milliers d'hectares de sols fertiles qui disparaissent. 30% du territoire des Etats-Unis est affecté par la désertification. Le nombre de personnes touchées directement par le problème est en

forte croissance et on estime que 280 000 personnes sont mortes des suites de la sécheresse entre 1990 et 2000.

Paramètres, enjeux et impacts

Les principales causes de la désertification sont les variations du climat et les activités humaines. A cela il faut ajouter

agricole a connu un accroissement sur un espace identique et a donc entraîné une surexploitation des terres qui épuise les sols, le surpâturage qui aboutit à la destruction du couvert végétal protégeant le sol contre l'érosion, le déboisement qui détruit les arbres maintenant la terre sur le sol, le bois étant la principale source d'énergie domestique et les mauvaises pratiques d'irrigation



d'autres causes qui peuvent créer des situations susceptibles de conduire à la désertification comme le déplacement de réfugiés pendant les périodes de conflits, une utilisation des sols ou une protection de l'environnement inadaptée, des facteurs socio-économiques et politiques spécifiques. Variations du climat : lorsque les températures sont élevées pendant plusieurs mois et que les précipitations atteignent des minima, elles provoquent des sécheresses qui empêchent la végétation de se développer. Activités humaines en liaison avec l'augmentation rapide de la population : ces 2 phénomènes jouent un rôle important sur la désertification et ils sont principalement liés à l'agriculture.

En premier lieu, ces dernières décennies ont connu une augmentation considérable de la croissance démographique et les populations se sont progressivement sédentarisées. Elles ont donc modifié les modes d'usage des terres en zone sèche, sans tenir compte de la biodiversité. En second lieu, et totalement liée à la pression démographique, la production

qui entraînent une augmentation de la salinité et assèchent parfois les cours d'eau alimentant les grands lacs.

Les impacts les plus visibles se situent au niveau de l'environnement, car la désertification rend les terrains inondables, ce qui entraîne une salinisation des sols, et donc une détérioration de la qualité de l'eau. En second lieu, l'impact est aussi économique. En effet, au niveau planétaire le manque à gagner s'élève, selon la Banque mondiale, à 42 milliards de dollars pour les régions touchées par la désertification (paradoxalement, le coût annuel de la lutte contre la désertification est seulement de 2.4 milliards). Enfin, la dégradation des sols entraîne la pauvreté et la migration de masse à cause des famines qu'elle génère (environ 60 millions de personnes partiront des zones désertifiées de l'Afrique sub-saharienne pour le Maghreb et l'Europe entre 1997 et 2020). Tous ces phénomènes ont, de manière logique, des effets considérables sur les populations, comme la baisse de la production et de la productivité alimentaire, des risques de

famines, une augmentation des migrants climatiques et des coûts considérables pour lutter contre la désertification.

La désertification au Togo, quelles mesures ?



Le reboisement, une des solutions

Au Togo, les populations ont progressivement surexploité les ressources naturelles forestières pour assurer leur subsistance. Les aléas climatiques (sécheresses récurrentes et pluies intenses à l'origine d'inondations répétées), les déboisements massifs ont entraîné la dégradation progressive des terres. L'érosion et la baisse de fertilité des sols, la réduction du couvert végétal, la baisse de la production agricole, la réduction de la pluviométrie et du niveau des cours d'eau, la réduction des terres de parcours, la diminution des superficies cultivables en terres par érosion et/ou par recouvrement des bonnes terres par des alluvions et/ou colluvions infertiles et aussi par la perte de la biodiversité animale et végétale, ne sont que les conséquences de la dégradation des terres de nos jours, sur l'ensemble du territoire national ; chaque milieu géographique ayant sa spécificité. Conscient de ces phénomènes de dégradation de l'environnement, le Togo a ratifié plusieurs conventions internationales et accords multilatéraux de protection de l'environnement dont les trois conventions de la génération de Rio, à savoir biodiversité, changement climatique et lutte contre la désertification.

En 2018 au Togo, autour du thème "La terre a une vraie valeur. Investissez-y", la célébration fait office de tribune pour transmettre aux populations le message du secrétaire exécutif de la convention des nations unies sur la lutte contre la dégradation des terres et la désertification ; pour sensibiliser davantage les populations sur les risques de la dégradation des terres et attirer leur attention sur l'importance de la protection des ressources naturelles. C'est

également le lieu de vulgarisation des cibles nationales de neutralité en matière de la dégradation des terres mais aussi de promotion des bonnes pratiques de gestion durable des terres. Célébration organisée par le ministère de l'Environnement et des Ressources

forestières avec l'appui technique et financier de la FAO.

Source: Togotimes

Biodiversité et écosystèmes au Togo

La biodiversité au Togo est perçue à travers ses composantes que sont les écosystèmes aquatiques et terrestres, la flore et la faune. Les écosystèmes togolais, très diversifiés, comprennent aussi bien des écosystèmes terrestres qu'aquatiques qui sont malheureusement en perpétuelle dégradation suite aux nombreuses pressions anthropiques. On distingue les écosystèmes terrestres constitués de forêts semi-décidues, de forêts sèches et de forêts claires, des forêts galeries et ripicoles de savanes guinéennes et soudaniennes. Les écosystèmes aquatiques sont constitués d'écosystèmes fluviaux, lacustres, marins, piscicoles, des retenues d'eau et d'un écosystème particulier, les mangroves. Les écosystèmes fluviaux regroupent les bassins fluviaux dont le bassin de la Volta, le bassin du Mono, le bassin du Zio-Haho. La flore est constituée d'algues et de nénuphars. La faune est riche en diverses espèces de poissons et de crustacés.

Les écosystèmes lacustres comprennent les lagunes, les mares artificielles ou naturelles, temporaires ou permanentes. La flore est constituée d'algues (mal connues), de nénuphars, mais aussi de plantes envahissantes telles que les laitues d'eau, la jacinthe d'eau et des lentilles. La faune est dominée par des poissons. Les écosystèmes marins sont constitués essentiellement de sables, de deux

zones rocheuses et des ressources vivantes notamment les algues, les poissons, les mammifères marins et les reptiles dont certains sont menacés de disparition. La flore sous-marine est très mal connue, à l'exception des algues dont quelques peuplements du beach-rock ont fait l'objet d'inventaires sommaires à des fins pédagogiques. La faune marine est riche. On rencontre aussi des espèces migratrices notamment des mammifères (Baleine, Dauphin etc.), des reptiles (tortues) et des oiseaux. La diversité des écosystèmes a favorisé une grande variété de la flore et de la faune du Togo.

Faune et flore togolaise

La flore togolaise compte 3491 espèces terrestres et 261 espèces aquatiques représentant tous les groupes systématiques actuellement recensés sur le territoire national. Une seule espèce végétale, *Phyllanthus rouxii* (Euphorbiaceae) poussant sur les collines ferrugineuses au nord de Bassar est signalée comme endémique. Plusieurs espèces sont menacées d'extinction, en danger ou vulnérables. L'inventaire de la faune togolaise a permis de recenser 3476 espèces dont 2312 espèces terrestres, 1146 aquatiques et 18 espèces terrestres domestiques (Mammifères, Oiseaux); trois espèces d'amphibiens sont endémiques au Togo. Il s'agit



Redorer la terre

de *Conraua derooi* dans les forêts semi-décidues de Kloto (Région des Plateaux), *Aubria subsubgillata* à Kovié (Région Maritime), *Bufo togoensis* dans le Massif d'Adélé (Région Centrale). Quatre espèces de tortues marines migratrices fréquentent les côtes togolaises soit pour y pondre (*Chelonia mydas*, *Lepidochelys olivacea*, *Dermodochelys coriacea*), soit pour s'alimenter (*Eretmochelys imbricata*). Les dauphins et les baleines sont également présents dans les eaux marines togolaises.

Source : Centre d'échange

d'informations sur la biodiversité

Secrets d'un environnement porteur

En la matière, la panacée n'existe pas mais des solutions locales peuvent -et doivent- être mises en œuvre rapidement pour faire bouger les choses. Parmi elles, et pas forcément très coûteuses, nous pouvons relever la régénération des sols et sa fertilisation grâce au compost et sa matière organique. Le reboisement est aussi une solution car les arbres permettent de fixer les sols, renforcer la fertilité et absorber l'eau lors des fortes précipitations. La technique ancestrale de la jachère constitue aussi une alternative intéressante. Pour que les pays touchés puissent combattre efficacement la désertification, les conditions doivent être propices. Il est difficile en effet pour les gouvernements et les communautés locales d'accorder toute l'attention voulue à une situation critique si la simple survie constitue une préoccupation de chaque instant. Par ailleurs, il est indispensable de garantir aux communautés locales des droits équitables et bien établis sur leurs terres, afin qu'elles soient motivées à en assurer la conservation. C'est pourquoi la Convention insiste sur la nécessité de créer un "environnement porteur" propre à favoriser un développement durable. La lutte contre la

désertification ne peut se faire que sur le long terme. Les changements devront intervenir aussi bien au niveau international que local.

A la Cop15 d'Abidjan qui a pris fin le 21 mai, l'orpaillage traditionnel et illégal a été aussi l'un des sujets sur la table de discussions. Cette question nuit aux espaces verts en Afrique de l'Ouest. En Côte d'Ivoire, c'est 60% du territoire qui est concerné. Des conventions sont attendues pour freiner ce mal.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA: (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM: (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87

SALSA: (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE: (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL: (Qtier Nyékonakpoé, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO: (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX: (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO: (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS: (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA: Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA: Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL: Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN: Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS: Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE: Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL: spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER: (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »: Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN: (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT: (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB: (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER: (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss); Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «D» PARC: (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE: (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

Affaire Adam et Eve

Rebondissement dans l'affaire "Adam et Eve"

Les journalistes curieux interviewent le serpent et il a enfin donné sa version des faits.

"Je n'ai jamais donné de pomme à personne. En plus je n'aime pas les pommes". C'est de la diffamation

Pensées du jour

A quoi sert une voiture neuve avec un moteur en défaillance ?? Des fois la forme nous donne envie mais à l'approche le fond nous dévie. Évitions de juger à vue d'œil. Je préfère avoir un corps déplaisant comportant un cœur attirant qu'un cœur haïeux dans un corps attirant.

Ils sont arrivés, ils avaient la Bible et nous avions la terre.

Et ils nous ont dit : « Fermez les yeux et priez.

Et quand nous avons ouvert nos yeux, ils avaient la terre et nous avions la Bible.

1- ILS ONT DIT QUE VOUS NE TUEREZ PAS ;

Mais ils ont assassiné plus de 8 millions de nos frères.

2- ILS ONT DIT DE NE PAS VOLER;

Mais ils ont volé nos richesses, l'or et l'argent ...

3- ILS ONT DIT QUE VOUS NE COUREZ PAS LA FEMME DE VOTRE VOISIN ;

Mais ils ont violé des femmes mariées, des adolescentes et des filles.

4- ILS ONT DIT QUE VOUS NE MENTIREZ PAS ;

Mais ils nous ont trompés avec la croix à la main; et ils continuent de nous mentir

Blagues

Tes amies qui ont les bagues sur leur doigt se sont mariées, toi tu as la bague sur ton nez.

Genre tu es entrain de sentir l'odeur du mariage d'abord ou quoi

Seuls les zémidjamen prennent leurs copines en passant devant leurs femmes sans problème. Chaque métier à ses avantages

Ceux qui passent tout leur temps à dire qu'il faut jamais reculer, qu'il faut toujours avancer là, est ce que fermeture a déjà attrapé votre testicule ?

Débat

Un ami après 7mois de fiançailles reconnu par l'église fini par apprendre et confirmé que sa fiancée a déjà été divergée par un ami d'une autre église voisine avant même le début de leur fiançailles et que ce dernier avait refusé de l'épouser aussi.

Question: Faut-il encore maintenir ces relations de fiançailles jusqu'à aller au mariage ou les rompre ?

Blague

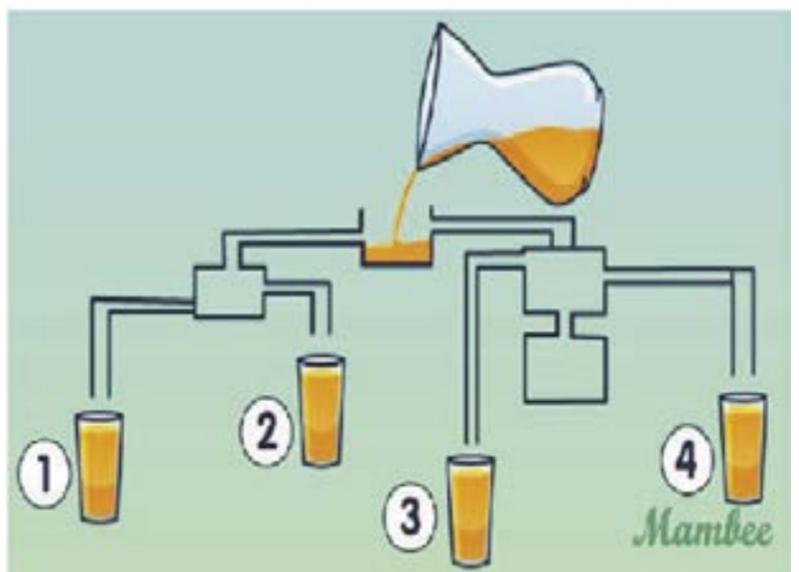
Un homme marié est allé chez sa copine hier nuit
À son arrivée, la copine allait prendre une douche. Alors elle lui demanda de venir prendre la douche avec elle
L'homme accepta volontiers. Mais dans la douche, la copine lui demanda de raser sa barbe car c'est très vilain.
L'homme refusa parce que sa femme aimait trop cette barbe. La copine insista jusqu'à ce que l'homme accepte de se raser.
Après avoir passé presque toute la nuit avec elle, Il rentre à la maison et se glisse doucement dans le lit afin de ne pas réveiller sa femme.

Quelques minutes plus tard sa femme se réveilla et, sans allumer la lumière, mis la main sur son visage et s'écria : Hiiiiii! Massayo Massayo tu es encore ici, sors vite de ma chambre mon mari va bientôt rentrer.

Vraiment, l'infidélité des femmes, pas la peine tu sors pour faire un petit tour et Hop !!! elle en profite

Testez vos yeux

Sauriez-vous trouver quel verre sera servi en premier?



Moscou devra choisir entre le beurre et les canons

Les sanctions contre la Russie sont-elles utiles ? Oui. Elles frappent déjà durement Vladimir Poutine et ses complices et leurs effets sur l'économie russe s'accroîtront au cours du temps.



Josep Borrell Fontelles, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Depuis que la Russie a délibérément violé la légalité internationale en envahissant l'Ukraine, l'Union européenne a adopté six paquets de sanctions contre Moscou. Nos mesures ciblent désormais près de 1200 personnes et 98 entités en Russie ainsi qu'un nombre conséquent de secteurs de l'économie russe. Ces sanctions ont été adoptées de façon coordonnée avec les membres du G7. Leur efficacité est renforcée par le fait que plus de quarante autres pays (dont des pays traditionnellement neutres) les ont adoptées ou ont pris des mesures similaires. D'ici la fin de l'année 2022, nous aurons

réduit de 90 % nos importations de pétrole russe et nous diminuons rapidement nos importations de gaz. Ces décisions nous dégagent progressivement d'une dépendance qui a inhibé longtemps nos choix politiques face à l'agressivité de Vladimir Poutine. Celui-ci a probablement cru que l'Europe n'oserait pas s'engager dans la voie des sanctions du fait de sa dépendance énergétique. Parmi les nombreuses erreurs d'appréciation commises par le régime russe dans ce conflit, celle-ci n'est pas la moindre. Certes, cette désintoxication rapide de l'énergie russe engendre aussi des difficultés sérieuses pour

de nombreux pays de l'Union et pour plusieurs secteurs d'activité. Mais c'est le prix à payer pour défendre nos démocraties et le droit international et nous prenons les mesures nécessaires pour faire face à ces problèmes de façon solidaire.

Soit, diront certains, mais ces sanctions affectent-elles au moins vraiment l'économie russe ? La réponse est oui. Car si la Russie exporte beaucoup de matières premières elle est contrainte aussi d'importer de nombreux produits à forte valeur ajoutée qu'elle ne fabrique pas. Pour l'ensemble des technologies avancées, elle dépend à 45 % de l'Europe et à 21 % des États-Unis contre seulement 11 % de la Chine.

Dans le domaine militaire, crucial dans le contexte de la guerre en Ukraine, les sanctions

de la circulation une majorité de ses avions afin de récupérer les pièces détachées indispensables pour permettre aux autres de voler. À cela s'ajoutent la perte d'accès aux marchés financiers, la coupure avec les grands réseaux de recherche mondiaux et une fuite massive des cerveaux.

Quant à l'alternative qu'offrirait la Chine pour l'économie russe elle demeure en réalité limitée, notamment pour les produits de haute technologie. Jusqu'ici le gouvernement de Pékin, très dépendant de ses exportations vers les pays développés, n'a pas en effet, pour l'essentiel, permis à la Russie de contourner les sanctions occidentales. Les exportations chinoises vers la Russie ont diminué dans des proportions comparables à celles des pays occidentaux.

L'industrie pétrolière souffre non seulement du départ des opérateurs étrangers mais aussi de la difficulté à accéder à des technologies avancées comme le forage horizontal

limitent la capacité russe à produire des missiles de précision comme les Iskander ou les KH 101. La quasi-totalité des constructeurs automobiles étrangers ont aussi décidé de se retirer de Russie et les rares voitures produites par les constructeurs russes seront vendues sans airbag ni boîte automatique. L'industrie pétrolière souffre non seulement du départ des opérateurs étrangers mais aussi de la difficulté à accéder à des technologies avancées comme le forage horizontal.

La capacité de l'industrie russe à mettre en exploitation de nouveaux puits sera probablement limitée. Enfin, pour assurer le trafic aérien, la Russie devra retirer

Ces impacts significatifs et croissants conduiront-ils Vladimir Poutine à modifier ses calculs stratégiques ? Sans doute pas dans l'immédiat : ses actions ne sont pas guidées au premier chef par une logique économique. En l'obligeant à choisir entre le beurre et les canons, les sanctions l'enferment cependant dans un étouffement qui progressivement se resserre.

Reste l'impact de ces sanctions sur les pays tiers et notamment africains, qui dépendent du blé et des engrais russes et ukrainiens. Les responsabilités dans la crise alimentaire sont claires : nos sanctions ne ciblent nullement les exportations de blé ou d'engrais russes alors

que l'Ukraine est, elle, empêchée d'exporter son blé par le blocus de la Mer noire et les destructions entraînées par l'agression russe. Si certaines difficultés potentielles liées à nos sanctions devaient se concrétiser, nous sommes prêts à mettre en place les dispositifs adéquats pour y répondre. J'en ai informé mes homologues africains tout en leur demandant de pas être dupes des contrevérités des autorités russes au sujet de nos sanctions. La vraie réponse aux difficultés rencontrées sur les marchés mondiaux de l'énergie et de l'alimentation, c'est la fin de la guerre. Celle-ci ne peut pas passer par l'acceptation du diktat russe mais par le retrait de la Russie d'Ukraine. Le respect de l'intégrité territoriale des États et le non recours à la force ne sont pas des principes occidentaux ou européens. Ils sont au fondement de tout le droit international. La Russie les piétine allègrement. Accepter une telle violation ouvrirait la porte à la loi de la jungle à l'échelle mondiale.

Contrairement à ce que nous pensions avec une certaine naïveté il y a quelques années encore, l'interdépendance économique n'implique pas mécaniquement une pacification des relations internationales. C'est pourquoi le passage à une Europe-puissance, que j'appelle de mes vœux depuis le début de mon mandat, est un impératif. Face à l'invasion de l'Ukraine, nous avons commencé à passer de l'intention à l'action en montrant que, quand on la provoque, l'Europe sait répondre. Comme nous ne voulons pas entrer en guerre avec la Russie, les sanctions économiques forment aujourd'hui le cœur de cette réponse. Elles commencent déjà à faire sentir leurs effets et elles le feront davantage encore au cours des prochains mois.

Par Josep Borrell

Togo / FPHN sur les ODD

Gouvernement et société civile ont chacun préparé son document...

Hier, 5 juillet 2022, s'est ouvert le Forum politique de haut niveau (FPHN) sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Sur invitation du Conseil économique et social des Nations unies, le Togo aura le privilège de présenter pour la quatrième fois son rapport de suivi du progrès des ODD. Les 24 et 25 mai 2022, le gouvernement a validé son rapport. Mais, comme il faut aussi un rapport alternatif de la société civile, cette dernière y a également travaillé. Le vendredi 1er juillet 2022, il y a eu la validation de ce rapport grâce à l'initiative de l'ONG Jeunes Verts qui a consulté toutes les composantes de la société civile sur l'ensemble du territoire national.



Les participants lors de la validation du rapport du gouvernement

Pour l'édition 2022, le Togo fait partie des 46 pays retenus pour présenter leurs rapports volontaires. L'exercice portera essentiellement sur les efforts que le pays effectue dans le cadre de la mise en œuvre des 17 ODD avec un focus sur les ODD 4 (accès à une éducation de qualité), 5 (égalité entre les sexes), 14 (protection de la faune

et seul pays d'Afrique, aux côtés de l'Uruguay, à élaborer quatre rapports FPHN sur la mise en œuvre des ODD notamment en 2016, 2017, 2018 et 2022. La séance de validation du rapport du gouvernement a été organisée par le ministère de la Planification du développement et de la Coopération. L'on y avait noté la présence

des partenaires des institutions bilatérales et multilatérales ainsi que des responsables des Organisations de la société civile (OSC). De même, lors de la validation du rapport de la société civile organisée par l'ONG Jeunes Verts le vendredi 1er juillet 2022, on pouvait noter la présence d'un représentant



Les participants lors de la validation du rapport de la société civile

et de la flore aquatique), 15 (protection de la faune et de la flore terrestres) et 17 (partenariats pour les objectifs mondiaux). Il devient ainsi le premier

du Système des Nations unies (SNU) au Togo, les directeurs de cabinet, secrétaires généraux et directeurs généraux de l'administration,

du ministère de la Planification du développement et de la Coopération, ainsi que la société civile dans sa diversité. Cette initiative



Travaux de groupes

s'inscrit dans le cadre du processus ENV (Examens nationaux volontaires). Les ENV sont un exercice permettant de faire le suivi de la mise en œuvre des ODD, sur la base annuelle du Forum politique de haut niveau.

« Il s'agit pour nous de produire un rapport alternatif et indépendant de la société civile sur la mise en œuvre des ODD au Togo », a déclaré Esso Pedessi, directeur exécutif de l'ONG Jeunes

du pays afin de faciliter leur mise en œuvre telle que définie dans les politiques et stratégies de développement national et local.

Le rapport produit par Jeunes Verts et ses partenaires, est structuré en trois parties : compréhension (introduction, progrès des ODD au Togo, contribution des OSCs) ; consultation (méthodologie, analyse



Séance de travail

Verts. L'objectif de ce processus est de poser le diagnostic afin d'élaborer un document qui décrit la situation de la mise en œuvre des ODD au Togo et qui sera présenté au Forum politique de haut niveau. C'est aussi un projet national de sensibilisation, d'information et de renforcement des capacités sur les ODD qui permet non seulement une compréhension mais aussi une appropriation de toutes les cibles des 17 ODD par toutes les parties prenantes de la vie socio-économique

des données, focussur les ODD cibles), propositions (recommandations, conclusion). Après la présentation du rapport par le directeur exécutif de Jeunes Verts, les participants venus de plusieurs organisations ont procédé à son enrichissement à travers des interventions très pertinentes et des travaux de groupes dont les restitutions ont permis d'enregistrer plusieurs recommandations tant à l'endroit des gouvernants que de la société civile elle-même.

Edem Dadzie

Artisanat

Validation des modules de formation en énergie solaire photovoltaïque

Un atelier validation de modules de formation en énergie solaire photovoltaïque, s'est déroulé les 4 et 5 juillet 2022 à Lomé. C'est un processus enclenché depuis 2020 dans le cadre de la mise en œuvre du Partenariat pour la Formation professionnelle en Energies renouvelables au Togo (PPPERT), fruit d'un partenariat signé entre le Centre d'Environnement Saar-Lor Lux (UWZ) de la Chambre de Métiers de la Sarre Land basé en Allemagne et l'Union Régionale des Chambres de Métiers du Togo (UCRM).

Inscrit dans la dynamique des initiatives du gouvernement togolais pour le développement et la promotion des énergies renouvelables, le PFPERT est essentiellement axé sur les formations et il est indispensable que des documents exploités pour ces formations reflètent la qualité des enseignements que donneront les experts du domaine.

« C'est le lieu de saluer les efforts du gouvernement togolais, qui sous la clairvoyance du président Faure Gnassingbé, fait du Togo un pôle d'attractivité et d'investissement dans la sous-région Ouest-Africaine. Nous, acteurs du secteur de l'artisanat en profitons déjà et le peuple togolais dans son ensemble en jouira toujours, car, il s'agit de

renforcer les compétences technologiques des artisans dans le domaine solaire pour la performance des installations, mais aussi, d'offrir à ces artisans des opportunités réelles d'emplois et des perspectives économiques durables. Comme nous le constatons, l'engagement de tous les artisans dans ce processus fait dorénavant de notre pays une référence en matière de promotion des énergies renouvelables et cadre parfaitement avec la vision du gouvernement togolais qui ne cesse de multiplier des initiatives en ce sens », a déclaré Issa Mohamed, président de l'UCRM.

Ces modules de formation qui s'inscrivent dans la dynamique du référentiel de compétences de l'Union Economique et Monétaire



Photo de famille des participants

Ouest-Africaine (UEMOA) et du Centre des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique de la CEDEAO permettront aux maîtres artisans électriciens du Togo à travers des cycles de renforcement de capacité d'approfondir leurs connaissances sur le fonctionnement et les installations photovoltaïques de même que leur maintenance.

« Nous avons une vision : contribuer au développement socioéconomique des communautés de toutes les localités du Togo. C'est cet objectif premier qui a rapproché le Centre

d'Environnement Saar-Lor-Lux (UWZ) de la Chambre de Métiers de la Sarre Land basée en Allemagne et l'Union des Chambres Régionales de Métiers (UCRM) du Togo depuis 2020 à travers une convention de partenariat pour la formation des artisans électriciens électroniciens et des frigoristes, dans l'installation et la maintenance des systèmes solaires photovoltaïques hors réseau », a expliqué Klaus Van Briel, coordonnateur du PFPERT. Ouvrant les travaux, le ministre délégué, chargé de l'Enseignement technique et de l'artisanat, Eke Kokou Hodin, a souligné

que l'installation et la maintenance des systèmes solaires photovoltaïques contribuent à la réalisation de cet objectif que s'est assigné le gouvernement togolais, de fournir de l'électricité à tous les togolais d'ici 2030. « De cette rencontre, nous attendons la validation des modules de formation qui vont servir à former les artisans engagés dans le secteur de l'énergie, à former les frigoristes qui vont manipuler l'énergie solaire, à former les artisans électriciens et électroniciens, parce que ces trois corps vont contribuer à la réalisation de cette activité. Ce que nous attendons des artisans qui sont formés, c'est de prendre vraiment au sérieux la formation, afin d'acquérir des compétences qu'il faut », a-t-il poursuivi.

La validation des modules de formation en énergie solaire photovoltaïque sera ensuite certifiée par l'Etat togolais.

Attipoe Edem Kodjo

Souscris à ton Forfait Net et tente de gagner

1.000.000F
et plein d'autres cadeaux!

***909* 2#**

4G+

Souscris à un forfait net d'au moins 350F pour être éligible au tirage
Jeu valable jusqu'au 15 juillet 2022

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg



Togocom

PREPARONS L'AVENIR DE NOS ENFANTS



* Offre soumise à conditions

Oxy Conseil

prêt Scolaire **TAUX 0%**
DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2022



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

